

Monde du travail 5

Le Conseil fédéral
aux ordres
du patronat

cahier émancipationS

Les quatre logiques
de la crise actuelle

Immigration/Racism 11

Les oublié.e.s
du confinement

Culture 15

Artistes:
des conditions de
travail à réinventer

Édito

POUR EXTERMINER LE VIRUS, EXTERMINONS LE CAPITALISME

La crise sanitaire actuelle aura des conséquences. Nous nous dirigeons vers une crise économique et sociale aiguë. Anticiper ses effets et avancer des solutions alternatives est une nécessité politique. Sinon, c'est le marché et son inévitable cortège d'inégalités qui « reconstruira » nos sociétés sur les ruines


et les cadavres, comme s'il ne s'était rien passé. Avec certainement des politiques d'austérité pour « payer » la facture.

Veut-on rétablir la société d'avant l'épidémie, avec toutes ses aberrations, ses contradictions et ses injustices? Un modèle critiqué par de larges secteurs sociaux, contesté en

particulier par les mouvements féministes et pour la justice climatique?

La crise sanitaire a mis en lumière les limites et les conséquences dramatiques du système libéral : austérité affaiblissant les systèmes de santé, privatisation massive des systèmes sociaux, mondialisation marchande extrême. Les gouvernements ont retardé au maximum l'arrêt de l'appareil productif, exposant des millions de personnes.

Pour les capitalistes, cette crise se résume à des milliers de milliards de pertes.

Pour nous, il est hors de question d'indemniser les pertes des compagnies pétrolières, 

Féminin - Masculin

10

LE PATRIARCAT AU TEMPS DU CORONA

des actionnaires des sociétés cotées en bourse, des multinationales des produits de luxe, de l'industrie du tourisme ou du fret maritime. Ces activités prédatrices de la mondialisation ne sont plus souhaitables dans un monde juste.

Puisque chaque crise réduit durablement les revenus des salarié-e-s, il s'agit de construire un système public d'assurance perte de gain, couvrant un large spectre de motifs et de statuts, incluant les employé-e-s indépendant-e-s (services, culture, soins, commerce, artisanat).

La chute boursière justifie l'abandon de tous les systèmes d'assurance basés sur la capitalisation afin de passer à une sécurité sociale publique fondée sur la redistribution. Face aux risques financiers futurs (sanitaires et écologiques), un institut public unique sous contrôle populaire pourrait centraliser le crédit, l'assurance et le trafic de devises, ainsi que les investissements publics.

Les institutions militaires sont inutiles face aux futures menaces sanitaires et écologiques, gaspillant ressources matérielles et humaines. Leur reconversion vers des activités civiles, pour renforcer le système public de santé et la transition écologique est indispensable. La dissuasion nucléaire et la production d'armes doivent être abandonnées.

L'expropriation sous contrôle public de l'industrie pharmaceutique et des laboratoires doit permettre de contrôler publiquement la recherche, la production et la commercialisation des médicaments, produits médicaux et autres produits chimiques. Le profit ne serait plus son moteur, et serait remplacé par une politique de santé publique respectueuse de l'environnement. Une assurance-maladie publique gratuite compléterait une politique de santé hors des mécanismes marchands.

Les souffrances générées par cette crise sanitaire doivent stimuler une profonde remise en cause du système actuel et exiger une transition juste. Donner la priorité au secteur public, à une planification démocratique et à des systèmes sociaux de solidarité et de partage.

Atteindre ces objectifs nécessitera des mobilisations massives et des confrontations. Après la période du « consensus sanitaire » et de l'empathie, les intérêts de classe divergents vont revenir au premier plan. Nous affronterons d'autres virus, plus persistants et toujours répandus comme la course au profit ou l'oppression et l'exploitation. À nous de les éradiquer définitivement!

José Sanchez

SUSPENSION DES DÉLAIS RÉFÉRENDAIRES

Le référendum, auquel Solidarités s'est associé, est suspendu au vu de la situation sanitaire actuelle. Cela veut dire que, tant que dure cette suspension (probablement jusqu'au 1^{er} juin 2020, où le délai devrait reprendre pour encore 20 jours), nous n'avons plus le droit de récolter activement, notamment par la mise à disposition sur notre site de feuilles à télécharger. La récolte a bien fonctionné, plus de 46 000 signatures sont rentrées, c'est une excellente nouvelle. Pour l'instant, nous ne pouvons que vous demander de ne pas perdre les feuilles incluses dans le dernier numéro. Inutile de les congeler, vous pouvez les renvoyer même partiellement remplies. Cela va se jouer à peu, l'objet est central dans une vision anticapitaliste d'opposition à un libre-échange destructeur de l'humain et de l'environnement.

Pour tout renseignement : sebgua@yahoo.fr

À lire À voir À écouter

QUE FAIRE CHEZ SOI EN PLEINE PANDÉMIE?

Quelques conseils pour nourrir votre curiosité et vos réflexions politiques.

À lire sur notre site

Poète, révolutionnaire et prêtre, Ernesto Cardenal (1925-2020) était une figure centrale pour la théologie de la libération. Vous trouverez une présentation de son parcours, un poème inédit en français ainsi que des liens inattendus avec la musique contemporaine suisse.

À lire sur Internet

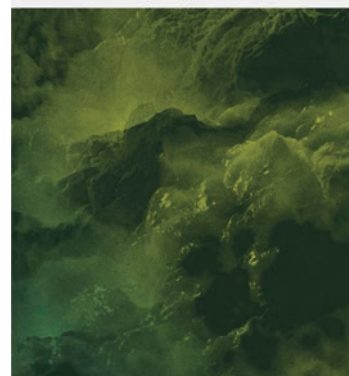
De nombreuses maisons d'édition expriment leur solidarité en offrant un accès gratuit à une partie de leur catalogue. Voici quelques ouvrages intéressants :

La Découverte propose plusieurs ouvrages en accès libre. Notamment deux titres de circonstance : *Chez soi* de Mona Chollet et *Fabuler la fin du monde* de Jean-Paul Engélibert.

De nombreux ouvrages des éditions Entremonde peuvent être téléchargés au format numérique contre un don libre. Citons *Manifeste Xénoféministe* du collectif Laboria Cuboniks, et *Métromarxisme* de Andy Merrifield.

La Fabrique propose également plusieurs livres en téléchargement libre et gratuit, dont *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital* d'Andreas Malm.

Jean-Paul Engélibert
Fabuler la fin du monde
La puissance critique
des fictions d'apocalypse



À écouter sur Internet

La radio 40 a été mise en ligne à Lausanne depuis le début des mesures en Suisse. Elle se veut un lieu de partage et de diffusion, où chacun-e peut proposer de la musique, des discussions, des lectures mais aussi des formes sonores de projet qu'il-elle ne peut pas mener à bout pour cause de confinement.

À voir sur Internet

Le Festival du film et forum international sur les droits humains aurait dû avoir lieu en mars à Genève. Les débats et entretiens prévus sont accessibles sur le site du festival.

Retrouvez les liens directs sur notre site.

Impressum
Éditeur
Journal Solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Laura Cazador
Pierre Conscience
Joseph Daher
Morgaux Long
Aude Martenot

Julien Nagel
Pierre Reboud
José Sanchez
Rédaction
Gaelle Kovaly
Marc Leemann
Gabriella Lima
Pascali Vosticki
Françoise Wos

Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann
et Colin Heinger
Webmaster
Sébastien L'Haire

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeur-euses, AVS/Al...
fr. 80
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer :
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
dbos@solidarites.ch

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Fribourg/Friburg
Case postale 1464
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch
T +41 79 326 31 34

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

L'AVENIR EST À LA SOLIDARITÉ

Covid-19 est une pandémie liée aux conséquences mortifères de la globalisation capitaliste, qui menacent le climat, la biodiversité, et par là même la santé de centaines de millions d'être humains. Face à cette pandémie, une seule réponse: la solidarité.

L'agro-business, la déforestation et le dégel du permafrost (pergélisol) libèrent, année après année, des milliers de nouveaux germes mal connus ou totalement nouveaux, que la multiplication des contacts entre espèces, de même que la circulation accélérée des marchandises et des personnes, diffusent rapidement dans le monde. Leur mutation accélérée facilite aussi l'émergence de catastrophes sanitaires comme celle que nous vivons aujourd'hui.

La pandémie, stade suprême du capitalisme

De nombreux scientifiques avaient tiré la sonnette d'alarme depuis des années. Le livre du biologiste Rob Wallace, *Big Farms Make Big Flu* (2018), montrait comment l'élevage industriel produisait « des centaines de milliers de nouvelles volailles hybrides – chaque animal étant génétiquement identique aux autres – entassées dans des poulaillers géants et élevées en quelques mois, avant d'être abattues, conditionnées et envoyés à l'autre bout du monde ». Il traçait ainsi concrètement l'origine de nombreux agents pathogènes responsables de nouvelles maladies dangereuses.

En raison de COVID-19, qui frappe sans aucun doute déjà des millions de personnes dans le monde, dont plusieurs centaines de milliers ont été testées positives, nous devons nous attendre au mieux à des dizaines de milliers de morts à l'échelle internationale. C'est pourquoi un programme d'urgence doit être arrêté par tous les États. Ce programme devra être fondé sur un effort de solidarité sans précédent. Il implique une priorité absolue donnée à la défense du bien commun. Cela nécessitera le renforcement mas-

sif des services publics et des assurances sociales. Il faut en finir au plus vite avec l'accroissement des inégalités et l'enrichissement d'un nombre toujours plus restreint de super-riches aux dépens de la majorité d'entre nous. Face à la pandémie, la démocratie politique et la justice sociale sont nos armes les plus fortes!

Face à la pandémie: démocratie et justice sociale

En Suisse, les autorités ont agi trop peu et trop tard, raison pour laquelle nous sommes l'un des pays européens les plus touchés, en comparaison de sa population. Les mesures adoptées sont pourtant encore insuffisantes. Il est en effet urgent d'arrêter l'ensemble des activités non utiles aux soins et à l'approvisionnement de la

population, mais aussi de limiter l'accès aux transports publics. Il est de même urgent de réquisitionner les moyens nécessaires à l'effort sanitaire en cours, notamment le secteur privé hospitalier, l'industrie pharmaceutique, de même que les services de livraison ubérisés, pour fournir, protéger, tester et soigner au mieux toute la population.

N'est-il pas en effet paradoxal que la multinationale Roche se soit engagée, depuis le 13 mars, à livrer aux États-Unis 400 000 kits de tests par semaine produits en Suisse, alors que la Confédération a renoncé jusqu'ici à tester massivement la population? Cela a cependant permis aux actions de la multinationale d'opérer un redressement spectaculaire: +12% en une semaine, du 13 au 19 mars.

Les femmes en première ligne

Les femmes sont en première ligne dans la guerre en cours contre le virus, dans les domaines des soins, de la vente au détail, de l'éducation, du care, etc. Il faudra s'en souvenir demain pour imposer l'égalité des salaires et des retraites, mais aussi pour lutter contre les violences sexistes au quotidien. Dans l'immédiat, en cette période de confinement, celles qui sont victimes de violences domestiques doivent plus que jamais avoir la garantie de trouver une place dans les structures d'accueil.

Aujourd'hui, les salaires de toutes et tous doivent être garantis; les licenciements et expulsions de locataires suspendus; les gens du spectacle soutenus; les plus précaires, sans papiers, etc., assisté-e-s; les personnes à risque (âgées et malades) mises à l'abri; les détenu-e-s en préventive ou purgeant de petites peines, remis-es en liberté; le personnel soignant, protégé. Pour financer de telles mesures, il faut rapidement mettre en place un impôt de crise exceptionnel, très fortement progressif. Et demain, pour faire face à la dégringolade du 2^e pilier, avec celle des bourses, renforcer massivement l'AVS et réformer l'assurance maladie avec des primes paritaires proportionnelles aux revenus. L'avenir est à la solidarité!

Stéphanie Prezioso Jean Batou ■



Manifestation contre la hausse des primes, Lausanne, novembre 2018

UNE URGENCE VITALE

La gestion de la crise sanitaire par les gouvernement européens fait planer la menace d'un nouveau tournant autoritaire. Les mesures prises restreignent sensiblement les droits démocratiques et les libertés fondamentales. La situation requiert une vigilance accrue de toutes les forces progressistes.

Les mesures engagées par les États pour faire face à la crise socio-sanitaire en cours provoquent des atteintes importantes à nos libertés fondamentales ainsi qu'aux droits démocratiques et sociaux des travailleurs-euses. Notre mobilité est contrainte, les réunions et les rassemblements sont intégralement interdits ou presque, les moyens pour nous exprimer et faire circuler une opinion sont considérablement réduits.

Si elle découle en partie de mesures de protection sanitaires nécessaires, cette situation est aussi le fruit d'un pouvoir pour qui l'exercice de ces droits n'est pas une priorité. Sinon, des dispositions seraient prises pour garantir à chacun-e un accès égal et gratuit à l'information et à des moyens de communication et d'échange permettant de s'exprimer, d'interpeller publiquement et de s'organiser collectivement. Le contraire s'observe, dans un contexte où la fracture numérique revêt plus que jamais un enjeu démocratique essentiel.

Ces mesures doivent être exigées sans aucune illusion : c'est surtout par nous-même que nous devons chercher à y pallier, par des initiatives d'auto-organisation dans les quartiers, les collectifs de travail et de formation pour maintenir, voire développer, des dynamiques d'action collective.

Institutions démocratiques malmenées

Les parlements fédéraux, cantonaux et communaux sont mis en *shut down*. En clair, nous sommes appelé-e-s à nous ranger derrière nos chef-fe-s et sommes prié-e-s de ne pas discuter des mesures prises.



L'armée suisse a été appelée en renfort.

Laisser la gestion de la crise aux gouvernements constitue une dérive dangereuse. Il est nécessaire que les assemblées continuent de contrôler l'action gouvernementale. L'argument du respect des normes sanitaires pour légitimer leur interruption ne tient pas : les pouvoirs législatifs sont des secteurs essentiels au fonctionnement de notre société et doivent donc être maintenus. Des solutions peuvent être trouvées pour respecter les normes de protection, par exemple en activant un méca-

nisme de délégations réduites et proportionnelles ou par un système de vidéoconférence.

En revanche, les élections et votations doivent impérativement être reportées, dès lors qu'il n'est pas possible de faire campagne de façon démocratique. Les associations patronales et la droite pourraient inonder la toile et les boîtes aux lettres de leur propagande, tandis que les moyens habituels des forces progressistes et de gauche – la présence dans la rue, les mobilisations, les contacts directs sur le terrain – sont mis hors-service.

Droits démocratiques au travail

Par-delà la démocratie parlementaire, c'est sur les lieux de vie et de travail que les droits démocratiques doivent faire irruption. Alors que les mesures sanitaires ne sont souvent pas respectées, des milliers de travailleurs-euses sont contraint-e-s de se rendre au travail dans des secteurs qui pourraient tout à fait être interrompus.

Il est impératif que les travailleurs-euses puissent décider collectivement de l'interruption de leur activité. Dans le même sens, c'est le moment de défendre un droit de retrait universel, c'est-à-dire la possibilité pour toute-e travailleur-euse de s'éloigner de son lieu de travail s'il-elle s'y sent menacé-e. Les travailleurs-euses et leurs syndicats doivent être intégrés aux décisions ayant un impact sur leurs conditions de travail. Les syndicats doivent aussi pouvoir accéder aux entreprises pour informer les travailleur-euse-s de leurs droits et contrôler le respect des mesures de protection. Enfin, le droit de grève doit être garanti pour celles et ceux qui demandent la fermeture de leur entreprise et le maintien des salaires.

De manière générale, aucune mesure exceptionnelle ne devrait être imposée par en haut. Pour qu'elles bénéficient d'une large adhésion, elles devraient toujours être le fait de décisions collectives.

Préparer le monde de demain

Maintenir en fonction les institutions démocratiques et développer des moyens de prise de décision par en bas ne vise pas seulement à contrôler le pouvoir exécutif et à exiger une gestion démocratique du moment de la crise. Les décisions qui sont prises aujourd'hui auront des conséquences de première ampleur pour les décennies à venir.

C'est donc dès aujourd'hui qu'il faut nourrir le débat démocratique des jalons de ce qui devra être entrepris demain, au sortir de cette crise, en avançant la perspective d'une organisation sociale débarrassée des règles capitalistes et de la mondialisation néolibérale, à la source du démantèlement des systèmes de santé publique, d'échanges favorisant la propagation d'épidémies comme le coronavirus et, aussi, de dérives autoritaires.

Pierre Conscience

LE CONSEIL FÉDÉRAL AUX ORDRES DU PATRONAT

Rien n'a encore été fait en Suisse pour arrêter la production non indispensable, rendant la vie très compliquée pour les salarié·e·s. Pour comprendre les enjeux, nous avons posé plusieurs questions à David Gyax, syndicaliste au SSP.

Les autorités ont fermé les écoles et demandé aux gens de rester confinés, mais n'ont pas arrêté une bonne partie de la production, exposant ainsi des travailleurs-euses à des risques inutiles. Comment analyses-tu ce décalage? Les salarié·e·s sont bel et bien exposé·e·s parce que le travail est autorisé, donc obligatoire. Et comme en Suisse, la conscience de classe est très faible, on dénonce et punit les citoyen·ne·s irresponsables qui vont marcher ou courir dans la forêt, mais on ferme les yeux et la bouche sur les open spaces ou les ateliers qui tournent normalement alors que ces lieux concentrent des dizaines

ou des centaines de personnes qui se contaminent. Mais c'est pour la «bonne cause»: celle du profit.

Des ouvriers sur un chantier à l'aéroport de Genève ont protesté et dénoncé l'absence de mesures de protection suffisantes, et on leur a envoyé la police. D'autres mobilisations sur des lieux de travail ont-elles eu lieu? Il y a des inquiétudes et des protestations, des colères légitimes qui s'expriment. Mais je ne sais pas si cela a pu ou pourrait aller jusqu'à la grève. Comme dans toute l'histoire du pays, les directions syndicales se sont alignées sur les intérêts du patronat en n'appelant ni à l'arrêt de toute

la production non nécessaire à l'urgence sanitaire (Unia a réagi là-dessus mais tardivement, le vendredi 20 mars), ni à la grève. En Suisse, il n'y a que quelques lieux où des grèves sont envisageables. Quant à la police, bien sûr, elle réprime les jeunes qui se saluent dans la rue mais soutient les patron·ne·s qui forcent les salarié·e·s à «se réunir» et à bosser: elle obéit aux ordres.

Les autorités répondent à la crise en ordre dispersé, chaque canton augmentant petit à petit les mesures de protection. Quel rôle ont joué les associations patronales en coulisses pour retenir ces décisions? Je crois que le journaliste Darius Rochebin a parfaitement répondu à cette question sur Twitter samedi 21 mars. Il raconte la conversation suivante: «ce patron de multinationale au téléphone: <Les gripes, les canicules, ça fait des milliers de morts aussi. On ne détruit pas l'économie pour autant>. Je lui réponds... que le cas du coronavirus est très différent: la submersion tragique des soins intensifs, l'exemple du désastre italien [...] Il n'en démord pas. <Oui bien sûr, dit-il. Mais le bilan des morts ne sera-t-il pas pareil, avec en plus un collapse économique>. Difficile d'être plus clair. La classe dominante dicte ses décisions au Conseil fédéral, qui est aux ordres.

Des directives de la Coop ont circulé menaçant les employé·e·s qui resteraient à la maison pour garder leurs enfants. D'autres employeurs-euses ont-ils-elles agi de la sorte? Tou·te·s les

employeurs-euses peuvent continuer de faire travailler leurs salarié·e·s tant que le Conseil fédéral ne décide pas l'inverse. À partir de là, la contrainte est inscrite dans le rapport salarié lui-même. Coronavirus ou pas, si vous refusez de travailler, vous êtes licencié·e. On sait que c'est la même réalité partout. L'employeur-euse doit protéger la santé des employé·e·s mais le·la salarié·e n'a pas de droit de retrait en lien avec ce droit, qui est donc vide de contenu réel. C'est toute cette réalité qui est inacceptable.

Les secteurs qui doivent rester en activité sont les services publics et la vente alimentaire, qui reçoivent un élan de sympathie de la population. Comment transformer cette sympathie en possibilités réelles d'action syndicale? Une colère sociale existe contre les profiteurs-euses de la crise qui nous envoient bosser au péril de notre santé. Si notre camp social prend des initiatives, avance des revendications et s'organise pour les défendre, dans les entreprises et dans la rue, ça peut changer la donne. Cela passe par une manifestation nationale large, à Berne, contre la logique de gestion de la crise par les autorités, à savoir leurs profits avant notre santé. Et par une journée d'actions et de grève sur les lieux de travail avec des revendications sur les salaires, le service public, le travail des femmes, la question écologique.

Cette crise concerne quasiment la planète entière. Existe-t-il une réponse syndicale internationale et des revendications communes? Je peux me tromper mais je crois que cette crise arrive dans un contexte particulier, qui touche aussi la Suisse. Il y a une crise de légitimité du modèle capitaliste (pour le dire vite). Ce dernier nous plonge dans la destruction (de la planète, des êtres humains, du vivant), les oppressions, le patriarcat. Il n'y a plus de raisons de croire à un avenir meilleur, sauf pour une poignée de privilégié·e·s. La crise sanitaire le montre, rien ne compte pour eux-elles que leurs profits et c'est ce qui nous détruit. Les luttes des femmes et pour le climat montrent que la Suisse est aussi touchée. C'est nouveau et cela doit nous faire réfléchir à notre orientation et à l'organisation qu'il nous faut pour cette nouvelle période.

Propos recueillis par Aude Martenot

m x b c h r



L'HYPOCRISIE QUI NOUS GOUVERNE

Personnel des structures hospitalières, vendeurs-euses et caissiers-ères dans la grande distribution, blanchisseurs-euses, nettoyeurs-euses, gardes d'enfants, personnel de la Poste ou encore salarié-e-s des transports publics: nous sommes des milliers à les applaudir chaque soir à nos balcons. En effet, ils et elles sont en première ligne pour le maintien de services indispensables à la population en temps de pandémie, au péril de leurs vies.

Les autorités politiques se joignent à ces applaudissements, et pourtant...

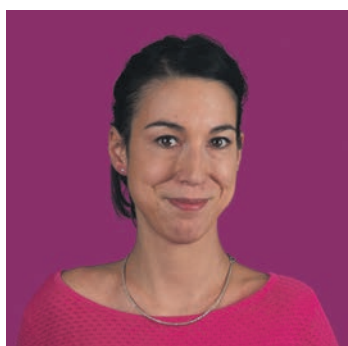
En 2014, la droite a mené une campagne très agressive contre un salaire minimum, dont aurait principalement bénéficié le personnel de vente. Aujourd'hui, pour un salaire de misère, ces travailleur-euse-s laissent leur famille derrière elles-eux pour nous permettre de remplir nos frigos. Du côté de la santé, l'État se désengage progressivement au nom du « libre marché », péjorant lourdement les conditions de travail, les infrastructures, le nombre de lits. Les soignant-e-s débordé-e-s s'épuisent au travail, à leur détriment mais aussi à celui des patient-e-s pour remplir des exigences de rentabilité.

Par ailleurs, les femmes sont particulièrement concernées, puisqu'elles sont majoritaires dans la plupart de ces secteurs. Comment Alain Berset peut-il les applaudir et exiger l'élévation de l'âge de leur retraite ?

Les applaudissements du Conseil fédéral ne suffisent pas. Qu'il soit concret ! Nous exigeons la fin du démantèlement du service public, le renoncement à AVS 21 et la revalorisation salariale de celles et ceux qui assurent notre survie, maintenant ! **ML**

BILAN D'ENTRE-DEUX-TOURS

Le 15 mars 2020 s'est tenu le premier tour des élections municipales dans le canton de Genève. **solidarités**, au sein de la coalition Ensemble à Gauche (EàG), présentait des candidat-e-s dans les communes de Genève et Carouge.



Les élues d'Ensemble à gauche au Conseil municipal (de g. à d. et de h. en b.):
Brigitte Studer
Audrey Schmid
Julie Frossard
Maryelle Budry
Corinne Bonnet Mérier

Malgré la scission de la coalition, dont le PdT est sorti pour partir seul, EàG obtient le quorum au Conseil municipal de la Ville de Genève, avec 7,8% des suffrages. Les 7 élu-e-s sont Pierre Bayenet, Brigitte Studer, Olivier Baud, Audrey Schmid, Julie Frossard, Maryelle Budry et Corinne Bonnet Mérier (DAL), avec comme deux premiers viennent-ensuite Gazi Sahin et Stéphanie Bolay.

La gauche récolte 53% des suffrages et 44 sièges (EàG 7 sièges; Socialistes 19 sièges; Vert-e-s 18 sièges) et obtient ainsi une petite majorité des sièges. Candidat EàG à l'exécutif, Pierre Bayenet obtient un bon résultat individuel avec 9328 suffrages individuels, sur 39 470 bulletins valables. Au vu de ces relativement bons résultats, EàG a décidé de continuer à se battre et de lancer Pierre Bayenet, seul, au deuxième tour des élections municipales.

Faire campagne en période de pandémie ?

La pandémie a frappé Genève avant la fin de premier tour, empêchant les derniers débats publics d'avoir lieu. À présent, il est interdit d'organiser des réunions et de tenir des stands, de s'adresser aux citoyen-ne-s dans la rue ou de débattre publiquement. De plus, toute l'attention des gens est focalisée sur le très court terme: comment ne pas tomber malade, comment se soigner, comment s'occuper au mieux de ses proches, comment gérer ses enfants en période de confinement...

Dans ces conditions, EàG a demandé le report du second tour, comme cela s'est passé en France et au Tessin et pour les votations cantonales, communales et fédérales du 17 mai. Or, le Conseil d'État a décidé de maintenir le second tour, et

seul le vote par correspondance sera autorisé. Cette décision nous indignent profondément. Les autorités nous demandent d'un côté de rester chez nous pour contenir l'épidémie, et d'un autre côté nous obligent à faire campagne.

C'est inadmissible, raison pour laquelle EàG a déposé un recours contre cette décision. Malheureusement, il est probable que le résultat du recours intervienne quelques jours avant le scrutin, et dans l'intervalle nous devons faire campagne!

Nous organisons donc une mobilisation par internet et par boîtes aux lettres essentiellement. Nous rappelons qu'une société ne peut résister aux catastrophes et qu'elle doit s'inscrire durablement dans la solidarité, notre premier rempart contre la pandémie.

Jean Burgermeister

ET LA POPULATION LA PLUS PRÉCARISÉE?

S'il est possible au-à la citoyen-ne moyen-ne de prendre les mesures de distance sociale et de confinement imposées par la diffusion du coronavirus, qu'en est-il des personnes en situation marginale et précaire, sans papiers, migrantes, réfugiées déboutées, «dublinées», MNA, sans-abri, etc. ?

Face à l'urgence, la Municipalité de Lausanne vient de prendre une série de mesures affirmant son intention de «*vouer une attention toute particulière aux catégories sociales les plus touchées par cette pandémie*»; par exemple l'arrêt généralisé des chantiers dont la Ville de Lausanne est le maître d'ouvrage ou l'accueil d'urgence pour les enfants en raison de la fermeture des écoles.

Pratiquement rien n'a été dit des catégories les plus précarisées de la population lausannoise. Finalement a été décidée

l'ouverture de deux structures permettant, avec l'appui de la PC, une extension importante de l'accueil de nuit pour les sans-abri.

Des mesures à prendre urgemment

Par l'unique procédure qui reste aux conseillers-ères communaux-ales pour l'instant privé-e-s de moyens d'intervention dans le débat démocratique, les membres du groupe Ensemble à Gauche se sont inquiété-e-s du soutien exceptionnel à accorder aux autres structures destinées à la population en situation fragile. On pense aux structures d'accueil de jour ou aux logements d'urgence gérés par l'intermédiaire d'une fondation; aux prestations de la Soupe populaire, désormais délocalisée à la place de la Riponne; aux services des soins à domicile gérés par les sept Centres médicaux-sociaux



Quel soutien à la Soupe populaire ?

lausannois. La même question se pose encore pour l'Espace de consommation sécurisé ou les associations de soutien aux travailleurs-euses du sexe.

Un système à réinventer

L'épidémie menace aussi bien les bénéficiaires des services concernés que leurs collaborateurs-rices, dont on ne peut que saluer le travail constant, désormais au péril de leur santé. Et cela dans un contexte sanitaire

et avec un système hospitalier soumis depuis près de trente ans à une politique productiviste de la rentabilité et du flux tendu imposée par un néolibéralisme destructeur des communautés humaines et de leur environnement. La capacité des hôpitaux suisses en soins intensifs a par exemple diminué de moitié. Il faudra en tirer les conséquences dès la sortie de la profonde crise sanitaire que révèle l'épidémie.

Claude Calame

Fribourg

DÉBÂCLE À LA CAISSE DE RETRAITE

Un jugement du Tribunal fédéral (TF) vient conclure une partie de la procédure pénale concernant la débâcle d'une caisse de retraite fribourgeoise. Beaucoup de négligence, mais pas de culpabilité.

Ce feuilleton judiciaire fait suite à la liquidation du Fonds de prévoyance des services médicaux-sociaux du district de la Sarine. La fortune de la caisse a été entièrement engloutie par une

gestion catastrophique des placements. Le comité de la caisse a donné un mandat illimité au directeur de Hope Finance, qui opérait via une société créée selon le droit des Iles Vierges britanniques.

Le commissaire chargé de la liquidation n'en revient pas. Lui qui a déjà dû liquider une dizaine de caisses n'a jamais vu une telle gabegie. Mais le jugement du TF fait preuve de formalisme. Il estime que les quatre membres du comité de placement ne peuvent pas être attaqués pénalement puisque seul le Conseil de Fondation dispose de compétence en matière de gestion. C'est donc à juste titre qu'ils sont acquittés.

Experte et organe de révision

Chaque caisse doit nommer un-e expert-e en prévoyance pour «*déterminer périodiquement si l'institution offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements*». À l'évidence, l'experte n'a pas fait son travail. Elle est condamnée à une peine pécuniaire par le Tribu-

nal cantonal. Mais le TF l'acquitte, estimant que, si elle a fait preuve de négligence, l'acte d'accusation est trop vague pour déboucher sur une condamnation pénale. Même chose pour l'organe de contrôle: il a fait preuve d'incompétence, mais n'a pas agi de manière intentionnelle.

«*La passivité n'est pas un délit. Voilà qui rassurera les nombreux miliciens des caisses de pension*», commente un journaliste. Peut-être, mais voilà qui ne devrait pas rassurer les personnes qui cotisent au 2^e pilier. Des sommes importantes sont régulièrement perdues sur les marchés financiers, malgré les frais colossaux prélevés par les spécialistes. La crise de la capitalisation doit être le signal d'un changement de cap. Il faut quitter les marchés financiers pour renforcer le système de répartition (AVS) basé sur la cotisation sociale. **PAC**

LES QUATRE LOGIQUES DE LA CRISE ACTUELLE

L'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan estiment, dans une tribune au journal *Le Monde*, que le sous-investissement dans l'hôpital, les fragilités de la mondialisation, le soutien apporté aux banques plutôt qu'aux salaires et la guerre des prix sur le pétrole se combinent dans le déclenchement de la crise actuelle.

L'enchaînement d'événements dans lequel le monde est entré dans le sillage de la pandémie due au coronavirus procède de l'emboîtement de quatre logiques de crise – sanitaire, économique, énergétique et financière. Elles mettent en lumière les limites des marchés. Après une décennie perdue au lendemain de la crise financière, les turbulences actuelles ouvrent une fenêtre d'opportunité. Pour rendre nos sociétés plus résilientes et rouvrir un chemin de développement commun, le politique doit assumer des orientations économiques prioritaires et y soumettre le secteur financier.

La première crise est sanitaire
La principale raison pour laquelle l'épidémie contamine la sphère économique tient au fait que les systèmes de santé sont poussés au point de rupture. Le problème sanitaire le plus inquiétant n'est pas tant la gravité intrinsèque de la maladie que l'incapacité des systèmes de santé à absorber un afflux massif de malades et à leur prodiguer les soins nécessaires.

Évidemment, cette vulnérabilité est d'autant plus forte que les mesures d'austérité ont été importantes: le sous-investissement dans les hôpitaux se paie aujourd'hui cash sous forme de mesures de

confinement dont l'objet n'est pas d'entraver la diffusion du virus, mais simplement de la ralentir de manière à limiter les pertes en vies humaines. La résilience d'une société tient d'abord à la robustesse de ses services collectifs, c'est une réalité que des marchés par nature court-termistes ne peuvent pas internaliser.

La seconde crise est économique

Du côté de l'offre, les décisions prises pour ralentir la diffusion du virus impactent la production et le commerce. Les exportations chinoises ont plongé de 17 % aux cours des

mois de janvier et de février, et des ruptures d'approvisionnement apparaissent, notamment pour des composants électroniques ou des principes actifs de médicaments. Les analystes s'attendent à ce que les difficultés s'intensifient dans les semaines qui viennent, notamment en Europe, avec l'effet en cascade des mesures déjà adoptées en Italie et maintenant en France. Ici, c'est le prix caché de chaînes de valeur fragmentées et hyperoptimisées qui apparaît au grand jour et ouvre la voie à un réencastrement des activités industrielles dans les territoires qu'elles servent.

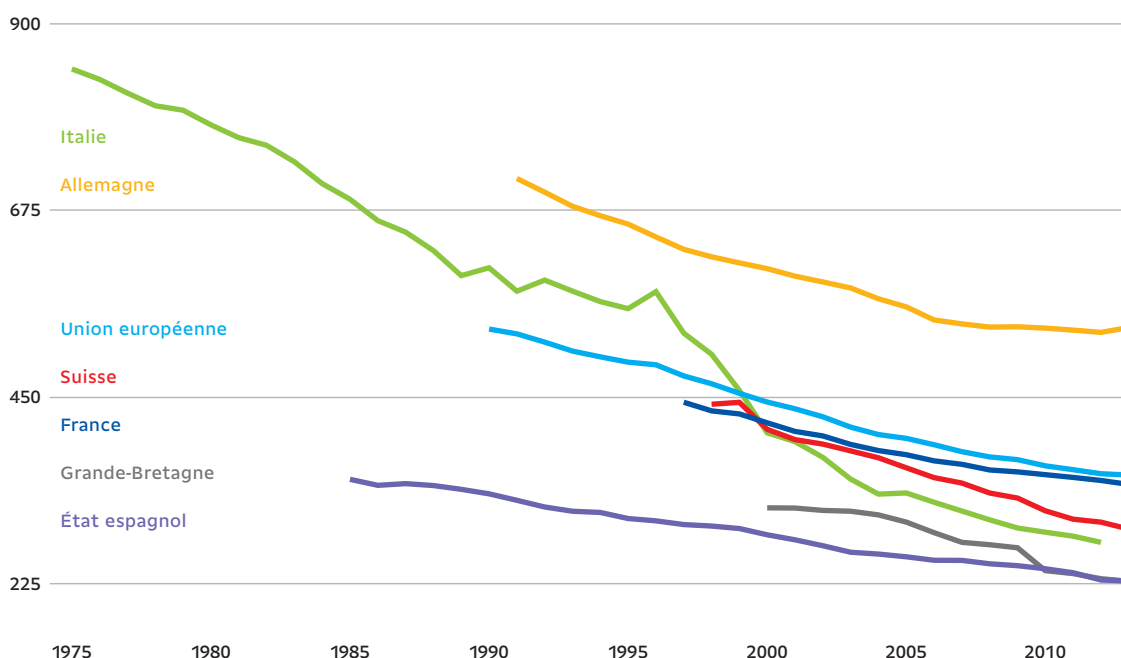
À ces difficultés du côté de l'offre s'ajoutent des complications du côté de la demande: non seulement une série de secteurs comme le tourisme sont de fait à l'arrêt, mais les salariés qui subissent des pertes de revenu pour cause de chômage technique ou qui voient leurs emplois menacés freinent leurs dépenses. En outre, face à un environnement aussi incertain, les entreprises reportent leurs dépenses d'investissement tandis que les plus faibles d'entre elles risquent d'être englouties par des difficultés de trésorerie. La dégradation est telle que l'entrée en récession dans la plupart des économies riches apparaît extrêmement probable. Dans un tel contexte, la politique budgétaire doit réagir très vite pour protéger les salariés et éviter un délitement du tissu productif.

La troisième logique de crise est énergétique

C'est la perspective de ce décrochage de la croissance mondiale qui a déclenché la guerre des prix du pétrole entre la Russie et l'Arabie saoudite lors de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole – l'OPEP+ – du 6 mars. Mais celle-ci révèle une troisième logique de crise, en grande partie autonome.

Face au ralentissement tendanciel du poids des hydrocarbures dans la demande d'énergie et à la perspective du basculement progressif vers un monde moins intensif en carbone, une course à la liquidation des réserves pétrolières est enclenchée. Elle passe par une lutte pour les parts de marché, dans laquelle Russes et Saoudiens ont un intérêt commun: l'élimination des producteurs de pétrole de schiste aux États-Unis, que des coûts élevés et un fort niveau d'endettement rendent extrêmement vulnérables à la chute des prix.

Même si, à court terme, la baisse des prix peut favoriser la demande



Nombre d'unités de soins intensifs pour 100 000 habitant-e-s (source: OMS)



Times Square, New York, 21 septembre 2020

de pétrole, l'effet de long terme est plus positif pour la transition écologique : en déprimant l'investissement dans le secteur des hydrocarbures et la valeur des sociétés du secteur, la fraction carbonée du capital va être durablement affaiblie.

La quatrième logique de crise est bien sûr financière

Depuis une décennie, le marché haussier (spéculatif à la hausse) est sous perfusion des banques centrales, dont on ne rappellera jamais assez le caractère titanique de l'interventionnisme. Par exemple, la relance des opérations de rachat de titres par la Banque centrale européenne au 1^{er} novembre 2019, bien avant le retour des grandes turbulences, implique une injection de 20 milliards d'euros chaque mois sur les marchés soit, pour donner un ordre d'idée, l'équivalent de 12,5 millions de salaires mensuels au SMIC à plein temps. Cette

débauche de moyens au service de la stabilité financière est complètement déraisonnable. Soutenir à bout de bras la baudruche financière ne fait que renforcer les inégalités et entrave le changement de mode de développement dont chacun sent l'urgence.

Face au krach, les investisseurs et les banques plaident déjà pour de nouvelles facilités. Dans la situation de crispation politique généralisée, il est impensable de reproduire les choix faits au moment de la grande crise financière de 2008. Cette fois-ci, toute forme de soutien public aux acteurs privés doit avoir pour contrepartie une prise de contrôle : il est temps que les pouvoirs publics subordonnent le fonctionnement du système financier aux objectifs de soutenabilité écologique et sociale. Se lamenter comme le font les classes dominantes depuis la dernière crise de la montée des « populismes » est vain. Il faut démontrer aux populations que la démocratie sert d'abord leurs intérêts, avant

ceux de la finance. Cela implique de procéder à des nationalisations de banques pour garantir la continuité du système de paiement.

En parallèle, l'action des banques centrales doit être étroitement coordonnée avec la politique budgétaire des États, ce qui signifie deux choses : d'une part, assumer la possibilité d'une monétisation des déficits publics; d'autre part, mettre le système de crédit au service des priorités politiques plébiscitées par les populations dans le domaine de la santé, de la protection sociale, de l'éducation, d'une relocalisation industrielle et de la transition écologique.

Au moment où les faillites de la coordination par le marché se généralisent, seule une reprise en main par le politique des grandes orientations du développement économique est en mesure de redonner à nos sociétés la résilience et les solidarités qui leur font aujourd'hui cruellement défaut.

Cédric Durand Razmig Keucheyan

Voici un court extrait d'un article publié par Eric Toussaint sur le site du CADTM qui postule que la pandémie n'est qu'un élément détonateur d'une crise économique bien plus profonde. Les Économistes atterrés ont publié sur leur site un autre article plus détaillé qui va dans le même sens (« Le Covid-19, révélateur des contradictions de la mondialisation néolibérale »).

NON, LE CORONAVIRUS N'EST PAS LE RESPONSABLE DE LA CHUTE DES COURS BOURSIERS

On assiste à une grosse crise des bourses de Wall Street, d'Europe, du Japon et de Shanghai, et certains en attribuent la responsabilité au coronavirus.

Les grands médias affirment de manière ultra simplificatrice que la chute généralisée des bourses de valeur est provoquée par le coronavirus et cette explication est reprise largement sur les réseaux sociaux. Or ce n'est pas le coronavirus et son expansion qui constituent la cause de la crise, l'épidémie n'est qu'un élément détonateur. Tous les facteurs d'une nouvelle crise financière sont réunis depuis plusieurs années, au moins depuis 2017-2018. Quand l'atmosphère est saturée de matières inflammables, à tout moment, une étincelle peut provoquer l'explosion financière. Il était difficile de prévoir d'où l'étincelle allait partir. L'étincelle joue le rôle de détonateur mais ce n'est pas elle qui est la cause profonde de la crise.

Nous ne savons pas encore si la forte chute boursière de la fin février 2020 va « dégénérer » en une énorme crise financière. C'est une possibilité réelle. Le fait que la chute boursière coïncide avec les effets de l'épidémie du coronavirus sur l'économie productive n'est pas fortuit, mais dire que le coronavirus est la cause de la crise est une contrevérité. Il est important de voir d'où vient réellement la crise et de ne pas être berné par les explications qui dressent un rideau de fumée devant les causes réelles...

→ cadtm.org



Manifestation du 8 mars 2020 à Paris

Jeanne Menjoulet

les travailleurs-euses soient aptes à vendre leur force de travail, ils-elles ont besoin de la reproduire: dormir, manger, être soigné-e-s, avoir accès à des loisirs et élever des enfants, futur-e-s travailleurs-euses.

C'est là que réside la principale tension pour la bourgeoisie: durant tous ces moments où le-la travailleur-euse dort, mange et se distrait, les marchandises nécessaires à l'enrichissement du capitaliste ne sont pas produites. Ainsi, si la reproduction de la force de travail lui est nécessaire, il lutte pour qu'il soit le moins long et le moins cher possible. La solution la plus rusée est alors de le naturaliser: si les femmes lavent des chaussettes, préparent des repas, cajolent leurs enfants, c'est par amour. Et l'amour n'a pas de prix!

Ainsi, les femmes se retrouvent assignées à ces tâches indispensables qu'elles endossent gratuitement. Cette logique déploie ses tentacules dans les secteurs salariés du *care*, essentiellement féminins. En donnant le rôle de la reproduction sociale aux femmes et en s'appuyant sur une idéologie sexiste préexistante, la bourgeoisie crée le cadre nécessaire à un système dépendant du travail peu ou pas rémunéré de la moitié de la population.

Une prise de conscience salutaire

Avec cette crise de grande ampleur, le rôle du travail reproductif ne peut plus être ignoré. Celui-ci est évidemment prépondérant pour les capitalistes, mais il l'est également pour notre classe. La lutte des travailleurs-euses au sein de la sphère productive est absolument essentielle dans une optique de changement de système durable, mais la lutte centrée sur le travail reproductif l'est également.

Il est donc plus que jamais indispensable de continuer à se battre pour faire appliquer l'entier des revendications de la grève féministe. Nous devons également maintenir le combat pour des services publics forts et dont l'accès serait universel, quel que soit le genre, la race, la classe, le statut légal, l'orientation sexuelle. La valorisation du travail de reproduction sociale ne se fera qu'à travers une lutte menée par les premières concernées, depuis les lieux de vie sociaux, des crèches aux EMS, en passant par les chambres à lessive.

Maimouna Mayoraz

Féminin – Masculin

LE PATRIARCAT AU TEMPS DU CORONA

Comme chaque crise, la pandémie mondiale de COVID-19 agit comme un révélateur des rapports sociaux, notamment de genre. En 1991 et en 2019, la grève féministe du 14 juin faisait l'hypothèse suivante : si les femmes croisent les bras, le pays perd pied. Rien n'est plus visible aujourd'hui.

Les femmes sur tous les fronts: précarité et pression

Si les crèches et les écoles ont fermé, le travail productif n'a pas cessé, même s'il prend parfois la forme du télétravail. Au vu de la répartition des tâches domestiques au sein des couples hétérosexuels, c'est bien souvent la mère qui doit trouver une solution pour assumer simultanément son travail salarié, la garde des enfants, le soin aux proches, l'entretien du ménage.

En effet, en 2016, selon l'Office fédéral de la statistique, la part de travail domestique hebdomadaire exercée par les femmes se situait à une moyenne de 28,1h contre 17,9h pour les hommes. Les inégalités les plus fortes se trouvent dans un ménage avec un enfant de 0 à 6 ans, où les femmes prennent en charge 57,8h par semaine contre 32,8 pour les hommes.

Et ce d'autant plus que les grand-mères, autre relais féminin indispensable, doivent s'isoler. Outre cette pression, une recrudescence des violences domestiques est à prévoir, du fait du confinement. Les plus précaires d'entre nous sont particulièrement vulnérables, sans accès aux services de l'État ni à une communauté forte: travailleuses sur appel, ubérisées, travailleuses du sexe ou encore sans-papiers.

Un travail enfin reconnu?

Chaque soir, nous applaudissons le personnel soignant, celui de la vente, du social et les nettoyeuses, qui assurent notre survie. Des posts sur les réseaux sociaux soulèvent l'abnégation des mères et des grands-mères, les félicitant pour les soins qu'elles prodiguent. Effectivement, les

femmes représentent l'immense majorité du personnel des secteurs précités (76% dans les soins et le social, 66% dans le commerce de détail selon l'Office fédéral de la statistique). Ce sont elles qui doivent gérer les injonctions contradictoires engendrées par la position du Conseil fédéral. Elles doivent ainsi déployer des trésors d'ingéniosité pour continuer à faire fonctionner leurs foyers, puisque cette charge leur revient dans une écrasante proportion.

Le travail des femmes, rémunéré et non rémunéré, apparaît plus que jamais comme le ciment de nos sociétés. Pourquoi est-il alors si dévalorisé, d'un point de vue matériel comme symbolique? Pour mieux comprendre cette contradiction apparente, la théorie de la reproduction sociale est un outil pertinent. En effet, pour que

LES OUBLIÉ·E·S DU CONFINEMENT

Les mesures de semi-confinement prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie mettent brutalement en lumière les inégalités sociales.

Rester chez soi n'a pas le même sens selon que l'on habite une villa ou un grand appartement, ou que l'on s'entasse à 5 dans un 3 pièces. Cela est d'autant plus vrai pour toutes celles et ceux qui n'ont pas d'espace à eux-elles, comme les personnes en exil ou sans logement.

À l'annonce des premières mesures de distanciation sociale, un grand nombre d'associations d'aide aux plus précaires (nourriture, hébergement, etc.) ont dû arrêter ou diminuer leurs activités. Soit qu'elles n'étaient pas aux normes, soit que les bénévoles – souvent des retraité·e·s – ne pouvaient plus s'y rendre. De nombreux·euses personnes précaires se sont retrouvées du jour au lendemain sans ressources.

À Genève, par exemple, dans les foyers de l'Hospice général, les employé·e·s peinent à donner des informations sur l'épidémie et sur les gestes barrières, ce qui laisse

le champ libre aux *fake news*. Le matériel (savon, solution hydroalcoolique, masques, etc.) est insuffisant, autant que le plan d'action annoncé de la part de l'institution. Nombre de réfugié·e·s ne savent plus où aller chercher leur courrier qui arrivait habituellement à l'Hospice général.

Exigeons l'égalité face à la crise sanitaire, pour les précaires ...

Dans cette situation, des mesures ciblées pour les personnes les plus précaires doivent être absolument mises en place: aides alimentaires pour toutes et tous quel que soit le permis de séjour, et lieux d'hébergement pour les personnes sans-abri.

Pour ce faire, les autorités doivent mettre les moyens: réquisition de tous les logements vides, des hôtels, voire des résidences secondaires (lits froids) pour les personnes sans-abri ou les vic-

times de violences domestiques. Il faut assurer la couverture des besoins de base (nourriture, produits d'hygiène, etc.) pour toutes les personnes en situation de précarité: l'activité des associations de distribution de nourriture doit être compensée.

Les 50 000 à 100 000 personnes sans-papiers en Suisse, qui travaillent mais n'ont pas accès à une couverture sociale n'ont plus de ressources dans ce contexte de confinement. Une aide urgente doit donc leur être fournie: accès aux soins garanti, avec confidentialité absolue afin que la crainte d'une dénonciation ne vienne pas limiter leur droit à la santé.

... et pour les personnes en exil

Largement dénoncées par les défenseurs·euses des droits des migrant·e·s, la situation dans les centres fédéraux (CFA), qui regroupent plusieurs centaines

de requérant·e·s, sont en contradiction avec les mesures d'hygiène recommandées. En effet, les demandeurs·euses d'asile y dorment dans des dortoirs, passent leurs journées dans des salles communes où les distances de sécurité ne sont pas applicables. Ceci, dans un contexte où l'accès aux soins est déjà dramatiquement restreint (cf. *solidarités* n° 364).

Il n'y a pas qu'au niveau sanitaire que la situation des personnes en exil est problématique. Alors même que les renvois Dublin sont suspendus et que la restriction des vols aériens empêche la plupart des renvois, aucune information n'a été faite aux migrant·e·s menacé·e·s de renvoi, qui s'endorment encore la peur au ventre de vivre une déportation le lendemain. On maintient des personnes en détention en vue de renvois qui ne peuvent avoir lieu: absurde! La libération des personnes en détention administrative et l'arrêt de tous les renvois est une nécessité.

Autre fait intolérable, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) convoque des auditions à Berne avec *a minima* 5 personnes à la fois, pour une à plusieurs heures d'entretien. Sous la pression d'un appel lancé par Solidarité sans frontières et signé par des dizaines d'organisations, le SEM a annoncé suspendre les auditions, le temps de mettre en place des mesures de sécurité, mais cette décision (trop tardive) ne résoudra pas le fait de contraindre des personnes à se déplacer à travers toute la Suisse.

État d'urgence humanitaire

Avec la poursuite des procédures, le SEM rend donc encore des décisions alors que les bureaux d'aide juridique ont dû fermer ou ralentir fortement leur activité. Autrement dit, alors que les délais – déjà trop courts en temps normal – représentent un obstacle majeur pour recourir contre une décision de refus d'asile ou de non-entrée en matière, faire recours est à présent mission (quasi-)impossible!

À l'état d'urgence sanitaire doit s'ajouter un état d'urgence humanitaire: enregistrement des nouvelles arrivées, suspension des procédures d'asile, renouvellement automatique des autorisations de séjour et arrêt de tous les renvois. Enfin, la santé des personnes en exil doit être garantie au travers du désengorgement des CFA et d'un véritable accès aux soins!

Aude Martenot



Dans le camp de réfugié·e·s d'Oreokastro, en Grèce

L'UE ET LA TURQUIE COUPABLES, LA SUISSE COMPLICE

Alors que la pandémie du coronavirus aggrave encore davantage leurs conditions d'existence, les réfugié-e-s sont à nouveau victimes des politiques répressives et racistes de l'Union européenne et de la Turquie.

Le gouvernement turc, qui compte quelque 3,6 millions de Syrien-ne-s sur son sol, a décidé fin février de rouvrir temporairement ses frontières avec les pays européens. Ces dernières étaient fermées aux réfugié-e-s depuis 2016, à la suite d'un accord avec les autorités de l'Union européenne, en échange de quelques milliards d'euros. Cette réouverture est la conséquence d'un nouvel afflux potentiel de réfugié-e-s venant de Syrie, suite aux offensives armées du régime syrien sur la province d'Idlib au nord du pays. Elle marque aussi la volonté de la Turquie de faire pression sur les autorités européennes pour obtenir un soutien à son offensive armée en Syrie.

Des dizaines de milliers de réfugié-e-s ont saisi cette opportunité pour tenter la traversée vers la Grèce et se sont massé-e-s le long de la frontière, tandis que plusieurs milliers de personnes affluaient au point de passage de Pazarkule.

Le gouvernement grec a pris des mesures extrêmement répres-

sives et sécuritaires. Il a notamment suspendu temporairement le droit de demander l'asile, et entrepris la construction de nouveaux centres de rétention de masse de 20 000 places. Du personnel militaire et de sécurité supplémentaire s'est déployé aux frontières. Pour justifier cette politique, le gouvernement grec utilise une propagande ouvertement raciste contre les réfugié-e-s.

L'Union européenne a apporté son plein soutien à ces décisions, et versé 700 millions d'euros supplémentaires au gouvernement grec, tout en dépêchant une mission d'apaisement à Ankara pour résoudre leur contentieux.

Conditions sanitaires et coronavirus

Les réfugié-e-s arrivé-e-s dans les îles grecques ont été confiné-e-s dans les ports, sans avoir accès aux services de base, en attendant d'être envoyé-e-s dans des centres de détention, en vue de leur expulsion. Plus de 40 000 réfugié-e-s, dont près d'un tiers d'enfants, sont

actuellement pris-es au piège dans les îles dans des camps prévus initialement pour 6000 personnes.

Compte tenu de la surpopulation des camps, du manque de services sanitaires et des soins médicaux très limités, le risque de propagation du virus parmi les habitant-e-s des camps est extrêmement élevé. Après la confirmation de la contamination d'un citoyen grec à Lesbos, l'évacuation des camps devient extrêmement urgente. Le gouvernement grec a décidé au contraire le confinement des réfugié-e-s dans les camps surchargés.

Dans d'autres pays d'Europe, des mesures coercitives ont également été prises contre des réfugié-e-s. Les autorités françaises n'ont par exemple pas hésité à renvoyer plus d'une dizaine de personnes depuis le 16 mars soit dans leur pays d'origine, soit dans le premier pays d'entrée en Europe dans le cadre du règlement Dublin.

Cela se reflète dans les choix politiques inhumains de l'UE comme le mentionnait Eric Toussaint, porte-parole du réseau interna-

tional du Comité pour l'abolition des dettes illégitime, qui affirmait qu'elle n'avait pas les capacités d'envoyer dix médecins en Lombardie ou dans l'Etat espagnol, « par contre elle dépense plus de 330 millions d'euros pour Frontex ».

De son côté, La Suisse continue sa politique restrictive envers les réfugié-e-s (voir page précédente). Pour rappel, en 2019, le secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a dénombré 14 269 demandes d'asile en Suisse, le chiffre le plus bas depuis 12 ans. Les procédures d'asile accélérées se sont également révélées néfastes pour le sort des demandeurs-euses d'asile et ont été critiquées pour leur manque de qualité et d'équité. Elles poussent de plus des dizaines de milliers de réfugié-e-s en Suisse dans la clandestinité, soumis-es le plus souvent à des conditions d'exploitation et de précarité effroyables.

Dans ce cadre, on ne peut voir que d'un mauvais œil la décision du Conseil fédéral en décembre 2019 d'augmenter progressivement sa contribution à l'agence européenne de garde-frontières Frontex, coupable de violations des droits humains aux frontières extérieures de l'UE et d'avoir transformé la mer Méditerranée en un grand cimetière. Les contributions de Berne passeront de 14 millions actuellement à 75 millions de francs par an en 2024. La Suisse doit se désengager de Frontex!

Pas de frontières et un accueil digne

Face à une nouvelle étape de liquidation des droits d'asile et de violation des droits humains, luttons pour mettre un terme au système inhumain contre les réfugié-e-s en Suisse et ailleurs.

Ouvrons les frontières et accueillons dignement les réfugié-e-s. À l'heure actuelle, de nombreuses personnes en exil sont bloquées en Grèce alors que, pour raison de regroupement familial par exemple, elles ont le droit de venir en Suisse. Laisser les camps grecs surpeuplés et insalubres à leur sort et ne faire preuve d'aucun geste de solidarité est intolérable.

Des mesures pour faciliter leurs installations garantissant leurs droits démocratiques et socio-économiques en Suisse et ailleurs doivent leur être octroyées, et cela passe également par la fermeture des camps de réfugié-e-s. Personne n'est illégal!

Joe Daher



Soldats de l'agence Frontex à Evros, 21 mars 2020



« Ne les appelez pas des héros[·ines] si vous les abandonnez », flash-mob virtuelle « Nous sommes avec la santé publique », 21 mars 2020.

International **Italie**

LE VRAI VIRUS, C'EST LA CRISE

L'Italie est le pays le plus touché par le coronavirus. Le gouvernement italien répond par des mesures qui limitent les libertés. Mais dans le même temps, les salarié·e·s continuent à travailler dans les usines, sans protections suffisantes.

Après les premières infections et les premiers décès, le gouvernement italien a tout de suite réagi en limitant de manière significative la liberté de mouvement des personnes. Dans ses annonces à la télévision, le premier ministre Giuseppe Conte répétait toujours le même mantra : ce n'est qu'en restant à la maison qu'il sera possible d'assurer la sécurité de chacun·e et de limiter la diffusion du virus. Malgré les restrictions, pourquoi est-ce que la diffusion du virus ne ralentit pas ?

Produire à tout prix

Il y a fondamentalement deux raisons principales. Premièrement, les décrets qui limitent la liberté de mouvement des personnes ne s'appliquent pas à la production industrielle qui n'a pas cessé. Au contraire, dans certains secteurs, les rythmes de travail ont même augmenté.

Le maintien de la production est fondamental pour les entrepreneurs·euses. Le journal des patrons *Il sole 24 ore* l'assume : « C'est indispensable de donner de la continuité à l'activité productive et à la libre circulation des biens. Interrompre la filière productive aujourd'hui signifie perdre des parts de marché et fermer des entreprises orientées vers l'exportation. »

C'est dans les zones géographiques avec une haute densité industrielle que le virus continue à se diffuser. Les décrets ne prévoient pas d'obligation d'introduction de mesures de sécurité pour les travailleurs·euses. En fait, aujourd'hui, 9 millions de salarié·e·s sur un total de 23 millions continuent à travailler en Italie.

Un système de santé détruit

La deuxième raison pour laquelle le virus continue à se diffuser concerne le démantèlement mas-

sif du système de santé national ces dernières décennies. Il n'est pas à la hauteur de la crise actuelle.

En dix ans, l'austérité a coupé 37 milliards d'euros aux finances publiques destinées au secteur de la santé. Entre 2007 et 2015, 14 938 emplois à temps plein et 4676 emplois à temps partiel ont été supprimés (médecins, infirmiers·ères, personnel technique etc.).

La protection des travailleurs·euses de la santé est totalement insuffisante. Les tests ne se font que pour les diagnostics et pas pour la prévention. Si une personne est testée positive au virus, elle est forcée de continuer à travailler jusqu'à que des symptômes surviennent. Dans un certain nombre de structures sanitaires, les travailleurs·euses sont obligé·e·s de travailler sans dispositifs de protection individuelle

(masques, gants etc.). En date du 22 mars, 4824 travailleurs·euses de la santé avaient été testé·e·s positifs·ves au Covid-19, représentant une augmentation de 1265 cas en 3 jours.

Que faire ?

Pour répondre aux besoins sociaux des classes populaires, en tant que Potere al Popolo, nous avons mis en place un « téléphone rouge » pour dénoncer les abus des entrepreneurs·euses envers les salarié·e·s. Au-delà du soutien que nous donnons aux multiples grèves spontanées qui continuent à avoir lieu par exemple dans la logistique (Amazon), la métallurgie (FCA ex Fiat, Avio Aero) et dans certains call centers, ce moyen nous permet d'offrir un soutien juridique et organisationnel aux salarié·e·s.

Puis, nous avons lancé un « service de courses alimentaires » pour des personnes qui n'ont pas la possibilité de déplacer durant cette situation exceptionnelle (surtout les personnes âgées des quartiers populaires) et pour ceux et celles qui ont perdu leur revenu à la suite de leur licenciement à cause de la fermeture de certaines activités économiques (majoritairement des migrant·e·s et des travailleurs·euses sans contrat fixe).

Ces types d'aide mutuelles sont aujourd'hui fondamentales, non seulement pour reconstruire un lien entre les classes populaires à travers une organisation politique, mais aussi, à moyen terme, pour être prêt à affronter les crises économiques et sociales qui perdureront après la crise du coronavirus.

Sous la pression des mobilisations des travailleurs·euses, le premier ministre Giuseppe Conte a annoncé le samedi 21 mars la fermeture de la totalité des secteurs de la production non essentielle à partir du 23 mars et jusqu'au 3 avril au moins. L'analyse plus détaillée du décret montre qu'une grande partie de la production restera ouverte, notamment l'industrie de l'armement et ses fournisseurs. Ainsi, le gouvernement démontre qu'il continue à défendre les intérêts des capitalistes plutôt que la vie des travailleurs·euses. Pour s'opposer à cette politique et défendre les droits des travailleurs·euses, les syndicats indépendants ont annoncé une grève générale pour le 25 mars.

Maurizio Coppola
Membre de Potere al Popolo Naples



Matt Hecht

Centre de test communautaire dans le New Jersey

International

LES ÉTATS-UNIS FACE AU DÉLUGE

Alors que le coronavirus se propage, que l'économie s'effondre et que l'anxiété est partout, les réponses du gouvernement fédéral et des États restent lentes et médiocres. De leur côté, les travailleurs-euses et les communautés ont commencé à s'organiser à distance.

Aux États-Unis, les cas de coronavirus ont commencé à augmenter de façon exponentielle. À ce jour (21 mars), nous comptons 21365 cas et 266 décès. Le centre pour le contrôle des maladies estime que, dans le pire des cas, entre 160 millions et 214 millions de personnes aux États-Unis pourraient être infectées et qu'entre 200 000 et 1,7 million pourraient décéder.

Trois États – la Californie, New York et l'Illinois – ont demandé à tou-te-s les résident-e-s de rester à la maison, sauf raison impérieuse. Partout dans le pays, de nombreux États et villes ont fermé leurs écoles, ordonné la fermeture de tous les bars et restaurants, et de nombreuses entreprises de vente au détail et de fabrication sont également fermées. L'économie est en train de s'arrêter.

Le marché boursier états-unien est en chute libre. Il connaît main-

tenant une baisse de 35 % par rapport à son pic de février. Les économistes de Goldman Sachs prévoient que le PIB états-unien pourrait perdre 24 % de sa valeur, soit trois fois plus qu'en 2008. Les États-Unis risquent bien d'entrer dans une période de dépression.

Peu ou pas de protection pour les précaires

Les États-Unis n'ont pas de système national de santé et des dizaines de millions de travailleurs-euses états-unien-ne-s n'ont ni assurance maladie, ni congés maladie payés. Le gouvernement du président Trump a mal géré la pandémie de coronavirus, n'agissant pas pendant plus d'un mois, tandis que Trump lui-même a minimisé à plusieurs reprises la gravité de la situation. Les agences de santé américaines tentent maintenant de rattraper le temps perdu, mais il y a un manque de

lits d'hôpitaux et de fournitures médicales.

Certain-e-s employeurs-euses ont essayé de maintenir les salaires de leurs salarié-e-s et leur offrent des congés maladie payés. Mais d'autres ferment les portes sans rien donner rien aux travailleurs-euses.

De maigres réactions des autorités

Le Congrès états-unien a examiné trois projets de loi. Le premier, le « *Coronavirus Preparedness Act* », fournit 8,3 milliards de dollars pour la recherche et le développement en matière de vaccination, ainsi que des masques et des équipements de protection pour les agences de santé. Il offre également des prêts aux petites entreprises. Le Congrès l'a adopté et Trump l'a signé le 6 mars.

Le second, le « *Families First Act* », prévoit une aide alimen-

taire estimée à 100 milliards de dollars pour les enfants. Il fournit aussi des allocations chômage pour les travailleurs-euses licencié-e-s, des fonds de santé pour les fonctionnaires des États et des collectivités locales, ainsi que des tests gratuits de dépistage du coronavirus pour ceux-celles qui ne peuvent pas les payer et des remboursements pour les entreprises qui accordent aux travailleurs-euses des congés maladie payés. Le Congrès l'a adopté et Trump l'a signé le 18 mars. La loi exclut cependant toutes les entreprises de plus de 500 travailleurs-euses et toutes celles de moins de 50.

Dans un troisième projet de loi, les républicains ont proposé un paiement unique et progressif allant jusqu'à 1200 \$ aux contribuables américains gagnant moins de 99 000 \$ par an. Le coût estimé de ce projet se situe entre 750 milliards et deux trilliards de dollars. Il comprend jusqu'à 50 milliards de dollars d'aide aux compagnies aériennes, 8 milliards de dollars aux sociétés de fret et 150 milliards de dollars aux autres entreprises touchées par le virus.

L'entraide pour la survie

Certain-e-s travailleurs-euses ont quitté leur emploi pour exiger que leurs employeurs-euses rendent les lieux de travail sûrs ou les ferment. Les enseignant-e-s ont exigé la fermeture des écoles, les infirmiers-ères luttent pour des conditions de travail sûres.

Les réseaux communautaires ont commencé à s'organiser pour s'entraider, pour fournir de la nourriture aux personnes âgées par exemple.

Bien qu'une telle entraide soit précieuse, seul le gouvernement peut faire face à une telle crise. La primaire démocrate est quasiment terminée, Joe Biden ayant remporté bien plus de délégué-e-s que Bernie Sanders. La compétition se déroulera donc entre le réactionnaire raciste Trump et le néolibéral Biden. Ce dernier n'a pas grand-chose à dire sur le coronavirus ou la crise économique. On se demande comment les élections nationales pourront se tenir en novembre, certains défendent le vote par correspondance. En vrai, personne n'y prête guère d'attention pour l'instant, la préoccupation principale en ce moment étant la survie.

Dan La Botz

DES CONDITIONS DE TRAVAIL À RÉINVENTER

La pandémie de coronavirus révèle violemment les conditions de travail des artistes en Suisse: «intermittent·e·s» ou indépendant·e·s, ce n'est toujours pas la passion qui paiera leur loyer.

En Suisse, la grande majorité des intermittent·e·s du spectacle sont réduit·e·s à la précarité. Des dispositions instaurées en 2003 facilitent l'accès au chômage pour les artistes pratiquant les arts vivants, pour compenser des contrats souvent de courte durée. Toutefois, elles n'offrent pas les conditions permettant de parler d'un «statut» d'intermittent·e tel qu'on le trouve dans le système français.

Actuellement, les artistes font face à la stagnation des subventions en regard d'une offre toujours plus florissante et à la diminution toujours plus forte de la durée des contrats. Ils-elles se retrouvent alors à devoir accepter toutes sortes de jobs entre deux mandats. Ils-elles multiplient les recherches d'emplois pour lesquels ils-elles ne sont pas qualifié·e·s afin de répondre aux exigences de l'assurance chômage. Pour parer au plus urgent,

le flou règne: alors que toute représentation a été annulée, l'assurance chômage s'adaptera-t-elle à ces conditions extraordinaires?

Une précarité largement distribuée

D'autres sont encore plus mal loti·e·s: en raison des spécificités de leur art, de leur localisation géographique ou du manque de visibilité, ils-elles ne peuvent prétendre à cet accès facilité au chômage. C'est notamment le cas des musicien·ne·s, cinéastes ou artistes plastiques. Ainsi, tandis qu'un comédien est payé tout au long de la production dans laquelle il joue, une musicienne ne peut espérer facturer son travail de répétition. C'est le seul cachet de son concert qui la paiera (on peut avancer le chiffre moyen de 300 francs). La plupart se rabat à contrecœur sur le statut d'indépendant·e, afin de pouvoir ponctuellement décro-

Carlos Brum Melo



Les musicien·ne·s ne peuvent compter que sur leurs cachets (concert de la musicienne Aïsha Devi).

cher des mandats auprès de microstructures.

Néanmoins ces dernières n'ont pas les ressources pour payer les cotisations sociales qu'induit le salariat. Contraint·e·s à renoncer à toute prestation sociale, les artistes n'ont pas non plus le luxe de s'offrir une assurance accident, ce qui les soumet aux aléas les plus dramatiques. À l'heure du coronavirus, les indépendant·e·s (artistes ou pas) sont livré·e·s à elles-eux-mêmes, sans le moindre filet de sécurité sociale et souvent sans réserve, se demandant comment payer les factures et/ou éviter la faillite.

Ensemble, nous sommes fort·e·s

Mais ces circonstances ne doivent pas encourager la seule solidarité des artistes entre elles-eux: elle doit s'étendre à tou·te·s les petit·e·s indépendant·e·s, pour qui ce statut n'est pas nécessairement un choix, et à tou·te·s les travailleur·euse·s précaires: sans-papier, salarié·e·s à l'heure ou encore à durée indéterminée, pour qui le futur proche n'a jamais été aussi incertain. La pandémie nous rappelle avec brutalité que ce type de conditions de travail est intolérable, en tout temps.

Margaux Lang ■

LA HAUTE ÉCOLE DE MUSIQUE SAUVÉE

Menacée de fermeture par le budget 2018, la Haute École de musique (HEM) a été sauvée par le Grand Conseil neuchâtelois au mois de janvier. Après un moratoire et une initiative populaire, c'est la voix de la culture, haute et forte qui a su tirer son épingle du jeu.

Le budget 2018 a su faire parler de lui. Coupes drastiques, efforts demandés aux employé·e·s et fermeture de l'antenne neuchâteloise de la HEM-Genève. C'est la consternation. Quelques mois plus tard, l'initiative «Pour le maintien de la HEM» est déposée avec 5300 signatures

récoltées en un temps record. Tous les milieux culturels se sont mobilisés. Les différents acteurs et actrices ne sont pas dupes, si on ferme une institution comme celle-ci, quelle sera la prochaine?

L'enjeu est là: attractivité cantonale et rayonnement en balance avec 2,3 millions d'économies. Plusieurs groupes politiques se sont montrés sceptiques par rapport à ce montant, celui énoncé par les opposant·e·s à la fermeture étant bien entendu inférieur.

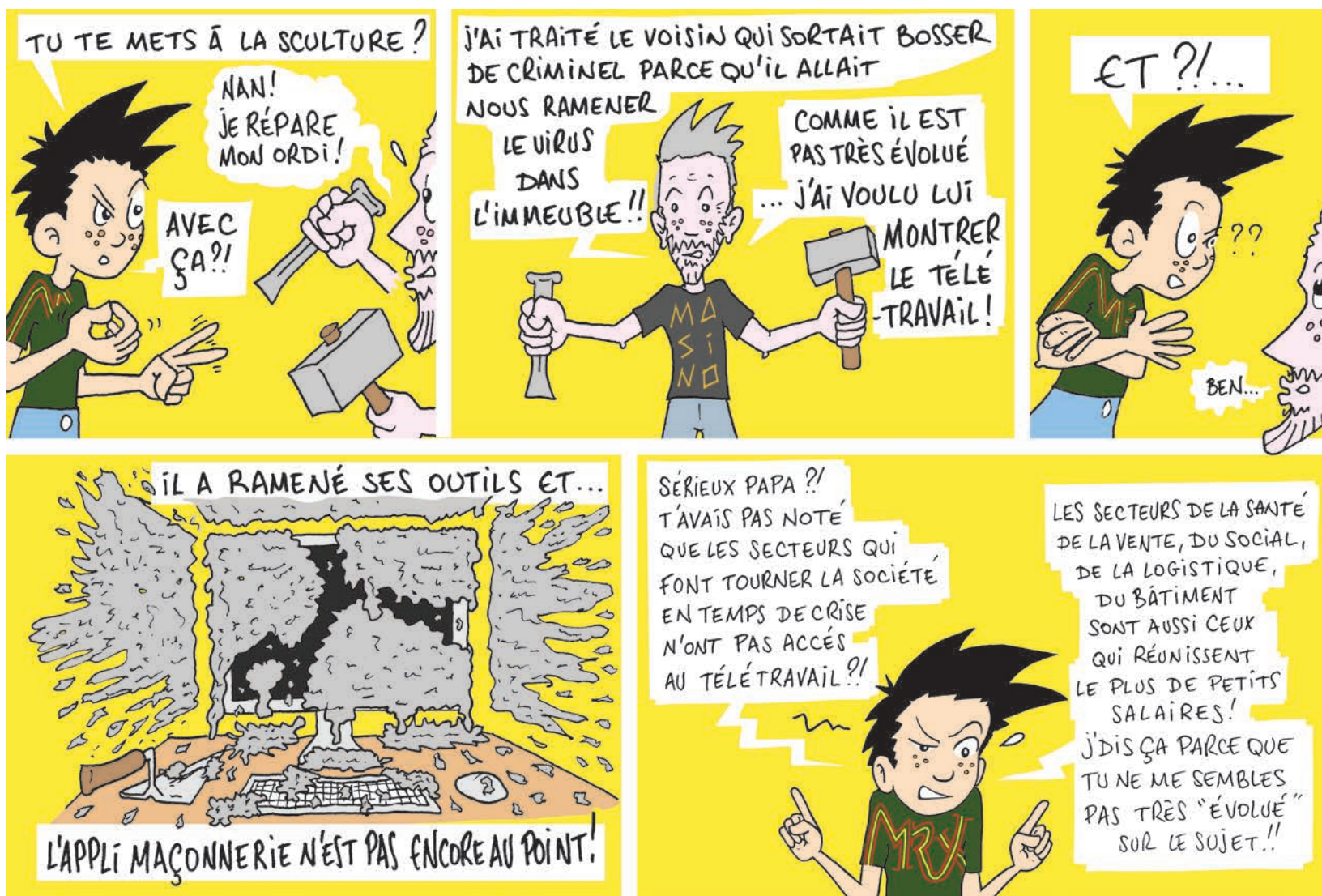
Sur ce dossier, le Conseil d'État neuchâtelois a mené une politique de chantage. La cheffe du DEF a annoncé que

si les 2 millions d'économies n'étaient pas retirés à la HEM, ils le seraient dans un autre volet de la formation.

Autre argument phare du gouvernement, la question de la provenance des étudiant·e·s. Payer 2,3 millions pour une poignée d'étudiant·e·s neuchâtelois·e·s? C'est à croire que nos autorisés font fi de la mixité régnant dans les milieux académiques.

C'est finalement par 61 voix contre 55 que le Grand Conseil a refusé une politique de coupes iniques et le chantage du gouvernement. La HEM sera maintenue sur le sol neuchâtelois.

Zoé Bachmann ■



solidarités

365
Sommaire

Pourquoi ce journal papier
en pleine pandémie?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Que faire chez soi en pleine pandémie?
- 3 Covid-19: l'avenir est à la solidarité
- 4 Défendre nos droits démocratiques, une urgence vitale
- 5 Le Conseil fédéral aux ordres du patronat
- 6 L'hypocrisie qui nous gouverne
Élections municipales genevoises: bilan d'entre-deux-tours
- 7 Confinement: et la population la plus précarisée?
Débâcle à la caisse de retraite fribourgeoise
- 8 Les quatre logiques de la crise actuelle
- 10 Le patriarcat au temps du corona
- 11 Les oublié-e-s du confinement
- 12 Tragédie en Grèce: l'UE et la Turquie coupables, la Suisse complice
- 13 Italie: le vrai virus, c'est la crise
- 14 Les États-Unis face au déluge
- 15 Artistes: des conditions de travail à réinventer
La Haute École de Musique sauvée

Alors que nous revendiquons l'arrêt des activités non-indispensables, pourquoi maintenir la production papier de ce journal? À notre sens, la situation et les mesures exceptionnelles actuelles rendent nécessaire la diffusion d'analyses critiques, aussi bien sur la crise que sur ses conséquences politiques. Après nous être assuré-e-s que notre imprimeur pouvait garantir le respect des normes sanitaires, il nous a semblé essentiel que vous receviez ce journal chez vous, surtout pour celles et ceux dont l'accès à internet est limité. Alors que notre activité militante a été réduite par le confinement, garder cet outil pour permettre une meilleure compréhension des événements et esquisser des perspectives est crucial. Merci à celles et ceux qui ont rendu cela possible. Si l'impression des éditions à venir s'avérait infaisable, retrouvez-nous sursolidarites.ch

Le comité éditorial de solidarités

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40